

DS et les cellules a encouragé la substitution de cette commission étudiante aux instances carentes de l'organisation au détriment bien sûr de la tâche spécifique de celle-ci : l'encadrement de l'intervention concrète des cellules parisiennes.

Il est certain que les carences signalées plus haut :
- manque de débat pendant un temps au niveau national (SR, situation politique, etc...)
- manque de bilan concret de la situation à l'université ont largement retardé le débat sur les perspectives positives que nous devions offrir pour répondre à la question : quel travail de masse aujourd'hui à l'université ?

Nous pensons que sur Paris, les expériences de l'an passé (Halle aux Vins, Vincennes, Beaux Arts) et de cette année (Halle aux Vins, Vincennes, Médecine) permettent de cerner assez bien les possibilités et les difficultés de notre travail étudiant et particulièrement de notre travail étudiant parisien. (cf bulletin national)

Mais d'abord, quelle est la réalité « universitaire » de Paris, la nature du milieu étudiant parisien, la réalité de notre intervention ?

II - LES DONNEES OBJECTIVES ET EXTERIEURES A LA BASE DE NOTRE INTERVENTION.

A - LE MILIEU, LES STRUCTURES.

En 69-70, Paris compte environ 186.000 étudiants sur près de 700.000 en tout dont environ :

43.000 en Droit,
30.500 en Sciences,
61.500 en Lettres,
32.000 en Médecine,
11.444 dans Centres multi-disciplinaires,
11.872 dans les IUT.
(cf tableaux de l'E.N. et statistiques des enseignements)

Cette année, on constate une augmentation de 32.592 par rapport à 1969-1970 (en comprenant les IUT).

Secteur étudiant d'autant plus considérable qu'il est aujourd'hui éclaté, découpé encore entre des universités multiples, composites, hétérogènes, hétéroclites ; d'autant que le gouvernement a réussi son opération « éclatement - atomisation » de l'Université parisienne, constituée bastion rouge au lendemain de Mai 68. Cette opération, légalisée dès mars 71, a été consommée par le transfert de Paris VII de Censier à la Halle aux Vins.

Aujourd'hui, nous avons ce puzzle universitaire (cf schéma et liste des universités).

Si on imagine en plus que chacune de ces entités universitaires (Paris I, II, III, etc...) peut recouvrir des enseignements qui peuvent être diffusés dans plusieurs bâtiments universitaires différents et parfois situés à l'opposé l'un de l'autre (Paris IV : Sorbonne, Clignancourt), on peut comprendre la difficulté à laquelle nous nous heurtons pour saisir ce milieu, pour unifier ce milieu, étant donné cette réalité universitaire si complexe. De là à dire que cela est impossible et pas nécessaire, c'est autre chose.

B - LES FORCES POLITIQUES QUI STRUCTURENT LE MILIEU EN COURANTS POLITIQUES.

Comme force concurrente, nous rencontrons surtout cette année l'UEC, qui a cautionné le dépeçage de l'Université parisienne participant toujours localement aux conseils, impuissants puisque toujours court-circuités lorsqu'il le faut par les décrets ministériels. Exemple : décrets sur la sélection. Cf leur indignation légitime mais impuissante sur le dépeçage des universités.

Ils ont une force de frappe que nous pouvons estimer à plus de 500, concentrée dans plusieurs facs (Orsay, Villeurbanne, Paris I, III, etc...)

La caractéristique de leur intervention, cette année, c'est de suivre un cours gauche, sinon gauchiste, en précipitant les actions centrales dans la rue, même si elles ont peu de chance d'être massives (cf Halle aux Vins, Médecine), pour apparaître comme les leaders des luttes, pour redorer leur blason vis à vis des étudiants et du gouvernement, faire pression pour obtenir des « miet-

tes », crédits minimaux, pour assumer de manière un tant soit peu crédible leur politique de participation, et allécher les naïfs par la perspective de démocratie avancée en fin de compte. Ce qui ne les empêche pas, dès que la lutte est engagée, de poser immédiatement l'échéance des « négociations » (cf Médecine).

La deuxième force organisée toujours conséquente : l'ADS (environ 250), strictement paralysée depuis la rentrée par les « débats » dans l'OCI, n'apparaît que pour appeler à rejoindre l'UNEF-Unité sur des bases corporatistes (frère jumeau de l'UEC ?).

Quant aux ESU, il n'est plus même possible de les recenser, tant ils se sont évanouis dans l'effritement du PSU. Quelques éléments de la « G.R. » végètent ça et là, impuissants, dans les eaux stagnantes des spontex qui demeurent un courant virtuel sans constituer une force conséquente, malgré le pôle « Révolution » qui regroupe quelques dizaines d'étudiants. Quelques autres se rapprochent de nous. Le plus grand nombre est sur la touche...

Nous sommes, après l'UEC, la 2ème force organisée à l'Université (notre fraction regroupe environ 300 étudiants) ; ce qui situe d'emblée nos possibilités et nos responsabilités dans ce secteur. D'autant que l'attitude ultra-politiste-idéologue des spontex donne un semblant d'avantage à l'UEC sur le terrain des luttes universitaires. (cf exemple de la Halle aux Vins ou de Vincennes, où les spontex refusent de se battre pour que les chargés de cours aient le statut de la fonction publique, sous prétexte qu'ainsi on leur donne l'occasion de renforcer la hiérarchie répressive de l'enseignement bourgeois). Ainsi, ils désamorcent la résistance au gouvernement qui développe en masse le personnel contractuel surexploité.

C - LA SITUATION POLITIQUE ET SES REPERCUSSIONS SUR LE MILIEU.

Si nous sommes en bonne position, cela ne signifie pas, loin de là, que notre travail dans le milieu étudiant ne pose pas de problème.

Nous avons constaté et expliqué à juste titre que la conjoncture contradictoire avait des répercussions complexes sur le milieu étudiant. L'« attentisme » du milieu étudiant dans sa masse n'est évidemment pas indépendant du climat général marqué par des luttes brisées depuis la rentrée (cf RATP, De Wendel, etc...) ou pas organisées (cf grève enseignante). Pourtant, nous devons expliquer pourquoi dans ce cadre des luttes importantes ont pu éclater à la Halle aux Vins (grève de deux semaines) et en Médecine (grève depuis le 24 novembre généralisée sur Paris).

En effet, outre le cours actuel des luttes ouvrières, largement dévoyées par les perspectives électorales et électoralistes des directions traditionnelles, il faut prendre en considération d'autres facteurs importants pour expliquer les luttes de masse qui se sont déroulées à la Halle aux Vins, en Médecine et dans une moindre mesure à Vincennes.

1 - Soulignons que les conditions objectives justifiant une riposte existent toujours :

1) sélection accentuée : En Médecine, instauration du numerus clausus. Beaux Arts, écoles d'Architecture soumise pour la 1ère fois aux conditions générales de la Loi Faure : limitation des redoublements, passage contrôlé d'un cycle dans un autre, examens réguliers, etc...

2) crédits bloqués : impliquant locaux insuffisants, encadrement enseignant insuffisant... (Halle aux Vins, Vincennes), multiplication des chargés de cours surexploités, non création de postes de titulaires (Halle aux Vins, Vincennes, Nanterre, etc...)

3) normalisation accélérée : règlement intérieur draconien à Assas, interdisant toute expression politique ; règlement en préparation à Nanterre. Autres atteintes aux libertés d'expression manifestées par l'éviction d'enseignants considérés comme non désirables (Morali viré de l'Université de Montpellier parce que diffusant un cours « non conforme à ce qu'on est en droit d'attendre d'un enseignement conduisant à un diplôme national ». A Nanterre, Dallemagne voit ses travaux pratiques supprimés car non conformes, Vallier menacé). Suppression progressive de disciplines non rentables et agitées : ceci